



UR UFAP de Lyon

DARMANIN Ministre de la Com' : Le Bernard Kouchner de la pénitentiaire

Le 26 Février 2025

Comment ne pas comparer ces deux ministres quand on voit certaines similitudes dans les comportements qu'ils entretiennent avec la presse ?

Fan des caméras, des annonces à la volée et des sorties impromptues, notre ministre n'a pas fait exception à ses tristes habitudes depuis qu'il est garde des sceaux, lors de son déplacement en Haute Savoie en ce début de semaine.

On déclare les projets, et si un jour on y pense, on verra après comment ça se met en œuvre, voilà un peu la « méthode ».

C'est ainsi que l'idée de voir émerger un CSL ou un QSL sur ce département a été posée par le conseiller en communication du Ministre ce lundi. Comme d'habitude, rien de concret, rien de précis, juste l'idée d'essayer de faire plaisir à l'interlocuteur qui se trouve en face, mais sur le fond, rien de rien qui soit lisible et ferme.

C'est comme l'établissement pour les narco-trafiquants, Il décide seul que ce projet doit voir le jour, indique un délai totalement inenvisageable, un budget qui ne rime à rien pour faire des travaux puisqu'on ne sait pas où il se développerait, et prend ces initiatives sans en discuter préalablement avec qui que ce soit, et surtout pas avec les professionnels de terrain ou leurs représentants.

Récemment, suite à la fake news de Toulouse-Seysses, le rôle du SPIP, le professionnalisme des CPIP et des coordinateurs d'activités ont été gravement remis en cause par le Garde des Sceaux comme si ceux-ci agissaient en roue libre dans leurs projets d'activités, sans expliquer leurs objectifs de réinsertion et avec comme unique but de distraire sans discernement la population pénale.

L'aboutissement de cette vision caricaturale de l'intervention du SPIP en détention et des acteurs de la réinsertion a été la note de notre ministre en date du 19 Février 2025 qui met les agents directement sous la tutelle des DI suspectés de laisser proliférer des actions « provocantes » ou « ludiques ». Cette stigmatisation des activités en les réduisant à leurs aspects ludiques est plus que très réductrice.

Tout cela ajouté au budget de la justice, notifié tardivement, qui engendre en cette fin de mois de février un tsunami de départs précipités de personnels contractuels, jetés du jour au lendemain comme des moins que rien, sans les avoir prévenus, sans les avoir respectés, sans les avoir accompagnés.

ur.lyon@ufap.fr

Aucune structure n'est épargnée, si c'était difficile en 2024, ce sera pire en 2025. Pendant que certains se pavanent devant les caméras et brassent de l'air, d'autres, sur le terrain vont vers des difficultés grandissantes.

L'UR UFAP UNSa Justice de Lyon tient à marquer son soutien à tous les personnels pénitentiaires confrontés à l'opprobre médiatique et ministérielle et à rappeler que tous les moyens doivent être mis à disposition afin de positionner les agents pénitentiaires comme des ACTEURS CENTRAUX et INCONTOURNABLES. On doit tendre au rétablissement de leur AUTORITÉ et leur SÉCURITÉ bien bafouées. Et ceci passe par une confiance et un respect de leur rôle, de leur fonction, de leurs engagements !

L'UR UFAP UNSa Justice de Lyon rappelle la nécessité des activités sportives et culturelles dans nos prisons. Elles contribuent à l'équilibre du microcosme carcéral, elles jouent un rôle de soupape et de canalisation des tensions en détention surtout dans le contexte de surpopulation carcérale actuel et alors que l'offre de travail pénitentiaire est en berne dans bon nombre de nos établissements depuis les nouvelles dispositions légales et depuis qu'on a confié le rôle de prospection à l'ATIGIP.

L'UR UFAP UNSa Justice de Lyon exige qu'une stratégie à long terme soit mise en place au sujet des contractuels afin d'anticiper leurs situations et de ne pas nous retrouver avec des vagues massives de départs engendrant souffrance et incompréhension pour ceux qui partent, sidération et craintes pour ceux qui restent.

Pendant que le focus est volontairement fait sur certains sujets, qu'on remet en cause le travail des SPIP, qu'on occulte les problèmes de la surpopulation carcérale, du manque de moyens humains pour encadrer et accompagner les détenus dans un schéma de réinsertion qui semble définitivement oublié, l'UFAP UNSa Justice ne peut être qu'atterrée et indiquer qu'elle refuse que la pénitentiaire et la justice ne soient qu'un marche pied pour que notre pseudo ministre tente de devenir président de la République un jour (peut être...).

Pour l' **UR UFAP UNSa Justice de Lyon**
Les Secrétaires Généraux
D.VERRIERE, F.ROUSSET